

N° 44/CA du répertoire

N° 2008-114/CA₂ du Greffe

Arrêt du 18 avril 2013

INSTANCE : Collège Saint Christophe
et Christophe ESSOU

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

MESFPT

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 18 juillet 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 22 août 2008 sous numéro 543/GCS, par laquelle monsieur ESSOU Christophe et le Collège Saint Christophe, par l'organe de leur conseil maître Alfred BOCOVO, avocat à la Cour, ont saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision « année 2008 n°062/MESFTP/CAB/SGM/DEP/DES/SA du 16 avril 2008 » du Ministre de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, prononçant diverses sanctions à leur encontre ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

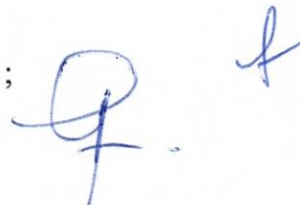
Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 1583/GCS du 26 août 2011, une mise en demeure a été adressée aux requérants, les invitant à apposer sur les feuillets de leur requête, les timbres de dimension exigés par la loi ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;



Que par lettre en date à Cotonou du 12 septembre 2011, le conseil des requérants a saisi la Cour du désistement d'instance de ses clients, motifs pris de ce que, par arrêté n°085/MESFPT/CAB/SGM/DEP/DES/SA du 23 mars 2009, le Ministre de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle a abrogé les dispositions de la décision querellée ;

Qu'il sollicite en conséquence de la Cour de lui en donner acte ;

Qu'il y a lieu de faire droit à sa demande.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est donné acte à monsieur ESSOU Christophe et au Collège Saint Christophe de leur désistement d'action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge des requérants.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

}

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-huit avril deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

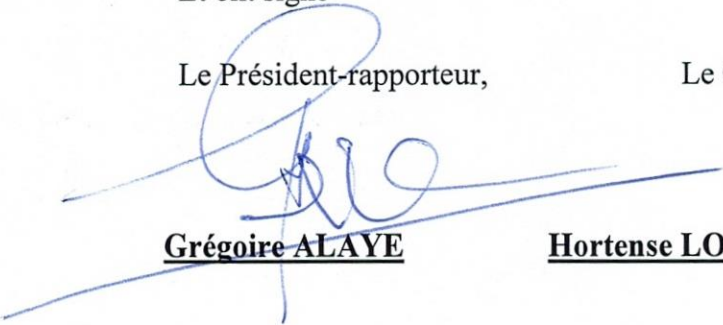
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

